



POUR QUE LES FEMMES ET LES ENFANTS NE SOIENT PAS CONFINÉ-E-S AUX MAISONS...

Claudine LIENARDMilitante féministe et cycliste

Eleanor Miller, chercheuse, ex-animatrice du Cercle féministe de l'ULB, et Mouhad Reghif, animateur d'activités pour jeunes en milieu ouvert, ont fondé récemment une association qui se donne comme objectifs, entre autres buts militants, « de prêter attention à la situation des parents et des enfants dans le paysage associatif belge afin d'élaborer à terme un état des lieux permettant de proposer des pistes pour améliorer leur inclusion » et de « lutter contre la stigmatisation des familles monoparentales et contre le sexisme ». Cette association, **ActivistChildCare**, a ouvert le 13 mai 2017 la recherche qu'elle mène sur la place des filles et des garçons dans les activités d'animation pour jeunes à l'occasion d'une journée d'étude organisée dans les locaux de l'Université Saint Louis à Bruxelles. L'objectif de cette journée était de partager les données déjà récoltées et des interventions d'expert-e-s avec des représentant-e-s des Actions en Milieu Ouvert (AMO), maisons de jeunes, et associations concernées par le genre et l'accès aux espaces publics. L'activité s'intitulait en effet « Filles, inégalités dans les espaces publics et travail social ». L'Université des Femmes a tenu à y être présente pour saluer une démarche et un travail qui concernent l'attention portée aux filles dans les activités et pédagogies d'animation développées en milieu urbain.

PREMIERE PARTIE

ACTIVISTCHILDCARE, POURQUOI, COMMENT ?

Prévention vs répression et déficit de filles dans les publics

Mouhad Reghif a d'abord souligné l'importance des rencontres entre travailleurs sociaux de rue et associations féministes dans l'émergence de **ActivistChildCare** et de ses actions contre la relégation des femmes et des enfants dans l'espace privé. Le travail associatif auprès des jeunes est devenu difficile, dans un contexte socio-politique où les visées sociales cèdent le pas aux aspirations sécuritaires, et où l'autonomie des jeunes est moins cultivée que le renforcement des volets répressifs de l'action publique. Pour exemple, citons la loi fédérale du 29 avril 2017 qui rend

expulsables du territoire belge des personnes étrangères nées en Belgique. Avec le prétexte de la lutte contre la radicalisation et les risques d'attentats, cette mesure - à laquelle il faut ajouter les injonctions récentes imposées aux travailleurs sociaux de rompre, également pour des raisons sécuritaires, le secret professionnel pourtant pierre angulaire des relations avec leur public - touche potentiellement d'importantes catégories sociales, induisant un climat général de crainte et de suspicion.

Il s'agit donc de travailler sur le fil, entre les options sécuritaires fédérales et les recommandations de la Fédération Wallonie-Bruxelles¹ formulées, elles, sur le mode de la prévention éducative. Les actions en milieu ouvert oeuvrent pour un effet émancipatoire auprès des jeunes en développant trois axes de travail, interdépendants et complémentaires : individuel (suivi de la personne), collectif (soutien par le groupe) et communautaire (pour prendre sa place dans la so-

ciété). Mouhad Reghif évoque ainsi l'intérêt d'une « écologie de pratiques », pour à la fois affronter les problèmes sociaux du terrain et répondre aux impératifs de la sécurité, mais aussi pour rester efficace dans un contexte de complexité institutionnelle patente et de dialogue insuffisant entre les différents services publics en charge de la prévention. C'est ainsi que les efforts en matière d'égalité entre femmes et hommes - ou l'introduction à tous les niveaux de la dimension du genre - n'ont guère atteint le secteur d'aide à la jeunesse. En cherchant à mettre cette dimension en évidence dans l'action des AMO, Eleanor Miller a constaté un réel déficit de filles dans leurs publics. L'enquête, menée dans la littérature et les rapports concernant ce secteur, l'a poussée à mettre en œuvre une recherche menée sur base d'interviews pour mieux cerner et comprendre les écarts apparus dans le diagnostic social posé. Est-ce le schéma sécuritaire du travail social qui éloignerait les filles ? Leur absence serait-elle davantage inhérente au mode de travail en

groupes ? Il s'agissait de poser une analyse féministe - c'est-à-dire de faire le lien entre les constats et le sexe / le genre des jeunes concerné-e-s - en tenant compte de l'héritage historique d'un travail social développé en contexte patriarcal et d'une socialisation différenciée selon le genre posant, par exemple, la question de la place des personnes « trans ». Environ 120 travailleurs et travailleuses du secteur social en Région bruxelloise ont été interrogé-e-s dans le cadre d'entretiens semi-directifs relatifs à différents moments spécifiques dans la relation d'aide (entretiens avec l'adolescence, activités collectives, étapes de réorientation, etc.). Des hypothèses ont été ébauchées mettant en articulation différents facteurs : l'homogénéité du vécu du public constatée à plusieurs niveaux tels que les problèmes généraux du secteur, les intersections entre différents types de discriminations (l'exclusion ne touche pas que les filles mais concerne aussi la couleur de peau, l'orientation sexuelle, la présence d'un handicap), la pertinence d'un paradigme féministe mais aussi la très nette spécificité des rapports de genre chez les jeunes.

L'objet de l'étude a ensuite été affiné, en privilégiant la question de l'accessibilité et de l'inclusion dans les espaces publics, et en mettant le focus sur les activités collectives. Une grille d'analyse intersectionnelle a été élaborée. Le procédé des marches exploratoires a été choisi et pratiqué avec l'association Garance pour observer les rapports aux quartiers développés par des groupes de filles de 12 à 14 ans. Ces marches et ces entretiens font apparaître que les relations établies par les jeunes peuvent se révéler complexes. Ainsi, les jeunes garçons montrent une peur de la police, mais connaissent simultanément des policiers à qui il leur arrive de faire appel pour être protégés. Des filles peuvent exprimer des commentaires racistes et classistes entre elles et se mettent inconsciemment en danger (par exemple en se faisant raccompagner par un cousin plus âgé ou un ami de leur famille), dans leur ignorance du fait que la violence dont elle peuvent être victimes est statistiquement davantage le fait de proches.

Premiers résultats, premières actions

À ce stade du travail engagé par ActivistChildCare, une brochure a été rédigée et sa présentation proposée pour démarrer la journée d'étude, elle-même étape vers les conclusions finales qui clôtureront la démarche à l'automne 2017. L'outil, une plaquette de poche au format pratique, est destiné au secteur de

l'aide à la jeunesse, mais pas seulement... Il articule deux parties accompagnées d'une introduction précisant notamment en quoi consiste le sexisme, et d'un « petit pense-bête de l'accessibilité », sorte de glossaire - vade-mecum pour l'organisation d'activités pour jeunes. Il se termine par la citation de quelques sites et livres de références toujours utiles si l'on veut creuser les questions soulevées. La première partie contient définitions et approches théoriques des « minorités et des minorisé-e-s qui luttent », intégrant les problématiques du racisme, du sexisme ainsi que d'autres sources d'exclusion comme l'âge ou le handicap. Elle se termine par l'exposé du *continuum* de violences sexistes qui rappelle les filles à l'ordre (masculin et patriarcal). Dans la seconde partie, des questions pratiques sont exposées en forme de guide de travail avec présentation d'outils et de méthodologies utiles. « Déconstruire la masculinité toxique : la 'crispation viriliste' comme réponse au désœuvrement socio-économique » titre un chapitre. Plus loin, la mixité et la non mixité sont interrogées, ainsi que le vocabulaire inclusif et les représentations mises en œuvre dans les animations. Des extraits d'interviews de jeunes, de travailleurs et animatrices en activités sociales illustrent le propos. La brochure, distribuée aux participant-e-s à la journée d'étude, est disponible à la Bibliothèque Léonie La Fontaine et sera bientôt mise en ligne sur le site de l'association².

La matinée se termine avec un temps d'ateliers, l'un présentant les activistes « Rebel-lieux »³ qui se sont formés en petit groupe mixte et trilingue de manière à agir concrètement sur internet et dans l'espace public en faveur de davantage d'inclusion sociale, le second animé par Garance sur l'outil de la marche exploratoire non mixte, et le troisième permettant à Janet Batsleer d'échanger sur l'action citoyenne des filles. ■



1. Voir le Décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations et la Note d'orientation stratégique 2014-2019 Jeunesse du gouvernement de la FWB.
2. <https://activistchildcare.org>
3. voir le lien : <http://www.rebellieux.org/>